

Ecole de la République

« Ecole de la République » : l'expression est globalement plus riche de sens que la somme de ses parties. Nous savons ce qu'est l'école – un lieu d'apprentissage et de transmission de savoirs, un espace de sociabilité aussi –, nous savons ce qu'est la République : une et indivisible, la « chose publique » qui appartient à tous, à travers le suffrage universel, et s'occupe de tous, à travers la Loi – en particulier pour nous garantir de l'oppression, que ce soit celle d'un individu ou d'une religion. Mais « l'école de la République » offre une polysémie bien supérieure au total de ces deux mots, parce qu'elle est riche d'un imaginaire tissé de mille expériences, de souvenirs personnels et collectifs, de nostalgie et de projets.



Dans la déclaration de Ferry que j'évoquais plus haut (« l'inégalité d'éducation est, en effet, l'un des résultats les plus criants et les plus fâcheux, au point de vue social, du hasard de la naissance »), on entend certes le passé – les privilèges révoqués en 1789 – et l'actualité (la République égalitaire). Mais on entend aussi l'écho des grandes déclarations de principe de l'homme-siècle, ce Victor Hugo qui prévenait : « Ouvrir une école, c'est fermer une prison » – et quelle prison plus sûre que l'ignorance ? « Je ne sais pas lire », avoue au poète l'incendiaire de la bibliothèque nationale dans l'Année terrible. L'élève nouveau, en accédant au savoir, accède à la liberté.

Que cette liberté soit aussi un affranchissement de « l'opium du peuple » ne fait aucun doute. Les fondateurs de la III^{ème} République, de Ferry ou Grévy au petit père Combes, sont des francs-maçons laïcards, à une époque où l'Eglise attaque sans relâche la « Gueuse » – et se voit, en retour, confinée à la gestion du sacré, dans un monde en pleine déchristinisation – pendant que l'école décréétinise.

Pour arriver à combler ces divers objectifs, l'école de la République use de deux moyens complémentaires : l'instruction pour tous, et le dégagement des élites. Complémentaires, et non contradictoires, comme on voudrait aujourd'hui le faire croire. La discipline en classe, les programmes ambitieux (ainsi, ceux de 1923, dans le Primaire, que réfutent si volontiers aujourd'hui ceux pour qui l'école n'est plus qu'un lieu de détente et de « citoyenneté »), les sanctions parfois sévères et les examens-couperets réguliers, tout concourt à donner à tous les fondamentaux de la liberté, tout en sélectionnant chacun selon ses aptitudes. Trier, c'est tirer chacun au plus haut de ses capacités, et non, comme on le voit aujourd'hui trop souvent, en revenir aux bénéfices de la naissance, à la loi du milieu – qui, pour être bourgeois, n'en est pas moins un milieu.

Les tentations pédagogistes des trente dernières années remettent en cause tout l'édifice républicain. « Aménager » la laïcité, comme on veut le faire, c'est renoncer à des idéaux humanistes qui mettaient l'Homme, justement, au-dessus du Ciel. Suggérer à l'élève de « construire lui-même ses propres savoirs », c'est accepter que certains arrivent en classe avec les bénéfices de la naissance – et, pratiquement, interdire aux autres de surmonter les handicaps liés à tel ou tel état d'infortune : l'école de la république est un anti-destin, et sous prétexte de « démocratisation », on en fait un lieu de perpétuation des privilèges et des ghettos.

Il est de toute première urgence d'en revenir aux rêves des fondateurs, quitte à les combiner aux réalités présentes. L'Ecole, la vraie, oscille entre deux évidences, et choisir, c'est trahir : d'un côté, elle doit affranchir chaque individu

du poids du « naturel », pour en faire un être de culture et de liberté ; d'un autre côté, elle doit aussi accepter et gérer la compétition. Elle est par excellence le lieu du bonheur différé – et non, comme le croient certains, celui du bien-être immédiat. La République ne peut survivre que si elle se renouvelle sans cesse, et l'école, à trop vouloir gommer les différences, à prêcher l'égalitarisme, ankylose tout le système, en créant, malgré elle, une nouvelle caste aussi rétrograde que celle des nobliaux d'Ancien Régime.

À noter que cette tentation « démocratique », qui n'est rien moins qu'une visée totalitaire, correspond exactement à un conflit sous-jacent : celui qui oppose la tradition républicaine et humaniste, qui se fonde dans la combinaison des pensées de Rousseau et de Kant (le but ultime de l'activité humaine n'est pas le bonheur, mais la liberté), et la tradition utilitariste, qui est un altruisme pour lequel une action est bonne quand elle tend à réaliser la plus grande somme de bonheur pour le plus grand nombre possible de personnes concernées par cette action. C'est l'utilitarisme qui fonde par exemple aujourd'hui les formes radicales de l'écologie, qui prêchent un égalitarisme absolu entre les espèces, démocratie horizontale contre l'élitisme républicain d'essence verticale. Cela tient à ce que nous confondons le droit à l'instruction, qui doit être partout défendu et amélioré, et le droit à la réussite, qui est aussi peu évident que le droit à la santé par rapport au droit aux soins. Les théories pédagogiques les plus égalitaristes, le refus par exemple de la notation, le « droit à la réussite pour tous », surfent sur l'utilitarisme, de séduction immédiate, sans insister sur le fait que l'apparent bonheur du plus grand nombre suppose la permanence des écarts de fortune et de culture existants – que l'on s'empresse en même temps de dénoncer, alors même que la pratique scolaire anti-républicaine les pérennise. La métaphore de « l'ascenseur social bloqué », qui alimente les débats en cours, sort de cette opposition fondamentale : il ne peut y avoir d'ascenseur que dans un système résolument élitiste, qui est le système

républicain, non dans une démocratie égalitariste, qui gomme les différences pour mieux les perpétuer. L'école « démocratique » gère des pandas, des palombes et des baleines, l'école républicaine forme des hommes, quitte à classer leurs aptitudes.

Nous sommes à la croisée des options. Soit nous nous battons pour que revive la République, soit, sous un faux prétexte de démocratie, nous coulons les ambitions républicaines au nom d'un « droit d'expression » douteux. L'égalitarisme présent engendre dans les faits bien plus d'inégalités que jamais n'en enfantait l'idéologie scolaire la plus élitiste. Étêter les différences de capacités, c'est redonner de l'allant aux différences de naissance. Et de l'école de la République, il ne restera bientôt plus que des mots vides de sens – et plus aucun espace pour le rêve. « L'ignorance, c'est la force », clame le régime totalitaire imaginé par Orwell. Ainsi naissent les fascismes – de l'obligation de conformité, alors que la vraie culture républicaine est celle d'un anti-conformisme permanent, vivifiant, obtenu à force d'apprentissages sévères et d'efforts consentis. Le maître, après tout, ne vise-t-il pas à être détrôné par les élèves qu'il forme – non parce qu'il leur reconnaît, a priori, un droit à la différence dont on ne sait trop, en l'absence de performances, ce qu'il veut dire, mais parce qu'il les élève plus haut, toujours plus haut – plus haut que lui. C'est par l'obéissance de l'élève que l'on arrive effectivement à se passer de dieux et de maîtres – non par la complaisance du maître.

C'est à ce prix que l'on pourra à nouveau accueillir les nouveaux élèves des grandes écoles, ces havres de l'élitisme républicain, avec les mêmes mots qu'utilisait jadis le directeur de l'ENS Saint-Cloud (sise dans les communs de l'ancien palais de Napoléon III), Edouard Jacoulet : « Enfants du peuple et choisis dans son élite, parmi les meilleurs, vous allez être accueillis dans les restes du palais de nos rois pour y recevoir une éducation princière. »

Jean-Paul Brighelli

PS. Je suis un peu honteux d'avoir été si long. mais parfois,

il faut dire les choses...

vu

sur

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2010/05/31/ecole-de-la-republique.html#more>